

---

# ASSEMBLÉE NATIONALE

---

PREMIÈRE SESSION

TRENTE-QUATRIÈME LÉGISLATURE

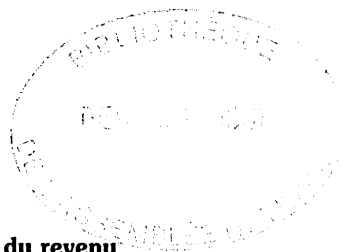
Projet de loi 408

## **Loi sur la Société québécoise de développement de la main-d'oeuvre**

---

### **Présentation**

Présenté par  
**M. André Bourbeau**  
Ministre de la Main-d'oeuvre, de la Sécurité du revenu  
et de la Formation professionnelle



---

Éditeur officiel du Québec  
1991

## NOTES EXPLICATIVES

*Ce projet de loi institue la Société québécoise de développement de la main-d'oeuvre.*

*La Société aura pour mission de promouvoir le développement de la main-d'oeuvre et de favoriser l'équilibre entre l'offre et la demande de main-d'oeuvre sur le marché du travail. Elle aura ainsi la responsabilité d'élaborer, de mettre en oeuvre et de gérer des programmes notamment dans les domaines de la formation professionnelle, du recyclage, du reclassement et du placement de la main-d'oeuvre ainsi que dans celui de l'aide à l'emploi et à la gestion des ressources humaines. Le gouvernement pourra aussi confier à cette Société d'autres mandats.*

*Le projet de loi prévoit l'établissement de sociétés régionales qui verront à rendre accessibles aux individus et aux entreprises les programmes dont la Société est responsable. Il prévoit également la création de conseils régionaux qui seront chargés de déterminer les orientations et les priorités des sociétés régionales et qui auront notamment pour fonctions de définir la problématique du marché du travail et de l'emploi dans chaque région, d'adapter les programmes de la Société aux réalités des régions et de mettre en oeuvre des initiatives régionales.*

*Le projet de loi édicte enfin certaines dispositions plus techniques notamment de nature transitoire et de concordance.*

## LOIS MODIFIÉES PAR CE PROJET:

Loi sur la formation et la qualification professionnelles de la main-d'oeuvre (L.R.Q., chapitre F-5);

Loi sur les impôts (L.R.Q., chapitre I-3);

Loi sur le ministère de la Main-d'oeuvre et de la Sécurité du revenu (L.R.Q., chapitre M-19.1);

Loi sur le régime de négociation des conventions collectives dans les secteurs public et parapublic (L.R.Q., chapitre R-8.2);

Loi sur le régime de retraite des employés du gouvernement et des organismes publics (L.R.Q., chapitre R-10);

Loi sur le régime de retraite des fonctionnaires (L.R.Q., chapitre R-12).



# Projet de loi 408

## Loi sur la Société québécoise de développement de la main-d'oeuvre

LE PARLEMENT DU QUÉBEC DÉCRÈTE CE QUI SUIT:

### CHAPITRE I

#### INSTITUTION ET ORGANISATION

**1.** Est instituée la « Société québécoise de développement de la main-d'oeuvre ».

**2.** La Société est une corporation au sens du Code civil. Elle exerce tous les pouvoirs d'une telle corporation en outre de ceux que la présente loi lui confère.

**3.** La Société est un mandataire du gouvernement.

Les biens de la Société font partie du domaine public mais l'exécution de ses obligations peut être poursuivie sur ses biens.

La Société n'engage qu'elle-même lorsqu'elle agit en son nom.

**4.** La Société a son siège social au Québec, à l'endroit déterminé par le gouvernement. Un avis de la situation ou de tout déplacement du siège social est publié à la *Gazette officielle du Québec*.

La Société peut tenir ses séances à tout endroit au Québec.

**5.** Les affaires de la Société sont administrées par un conseil d'administration composé de dix-neuf membres, dont un président.

Le gouvernement nomme le président. Il nomme également:

1° six membres après consultation des associations de salariés les plus représentatives;

2° six membres après consultation des associations d'employeurs et des organismes du milieu coopératif les plus représentatifs;

3° six autres membres dont deux représentent le milieu de l'enseignement, l'un pour le secteur collégial et l'autre pour le secteur secondaire; ces deux derniers membres sont choisis après consultation des ministres concernés.

**6.** Le mandat des membres du conseil d'administration est d'au plus trois ans à l'exception du président dont le mandat est d'au plus cinq ans.

À l'expiration de leur mandat, les membres du conseil demeurent en fonction jusqu'à ce qu'ils soient remplacés ou nommés de nouveau.

**7.** Le président est d'office directeur général de la Société. Il préside les réunions du conseil d'administration, voit à son bon fonctionnement et assume toutes les autres fonctions qui lui sont assignées par le conseil.

Il est responsable de l'administration et de la direction de la Société dans le cadre de ses politiques et de ses règlements.

**8.** Le gouvernement détermine la rémunération, les avantages sociaux et les autres conditions de travail du président. Celui-ci exerce ses fonctions à temps plein.

Les autres membres du conseil d'administration ne sont pas rémunérés sauf dans les cas, aux conditions et dans la mesure que peut déterminer le gouvernement. Ils ont cependant droit au remboursement des dépenses faites dans l'exercice de leurs fonctions, aux conditions et dans la mesure que détermine le gouvernement.

**9.** Le conseil d'administration de la Société peut proposer au gouvernement la nomination d'un ou de plusieurs vice-présidents.

S'il décide de procéder à une telle nomination, le gouvernement nomme la ou les personnes ainsi proposées ou, après consultation du conseil d'administration, toute autre personne.

Le gouvernement fixe la rémunération, les avantages sociaux et les autres conditions de travail des vice-présidents.

**10.** Le mandat des vice-présidents est d'au plus cinq ans. À l'expiration de leur mandat, ils demeurent en fonction jusqu'à ce qu'ils soient remplacés ou nommés de nouveau.

Les vice-présidents exercent leurs fonctions à temps plein et ne sont pas membres du conseil d'administration.

**11.** Les employés de la Société sont nommés de la manière qu'elle prévoit par règlement et selon le plan d'effectifs qu'elle établit.

Les normes et barèmes de rémunération ainsi que les autres conditions de travail de ces employés sont établis par la Société et soumis à l'approbation du gouvernement.

**12.** Un membre du conseil d'administration, autre que le président de la Société, qui a un intérêt direct ou indirect dans une entreprise qui met en conflit son intérêt personnel et celui de la Société doit, sous peine de déchéance de sa charge, le révéler par écrit au président de la Société et s'abstenir de participer à toute délibération ou à toute décision portant sur l'entreprise dans laquelle il a un intérêt.

Le président, les vice-présidents et les employés de la Société ne peuvent, sous peine de déchéance de leur charge, avoir un intérêt direct ou indirect dans une entreprise qui met en conflit leur intérêt personnel et celui de la Société. Toutefois, cette déchéance n'a pas lieu si cet intérêt leur échoit par succession ou par donation pourvu qu'ils y renoncent ou en disposent avec diligence.

**13.** La Société peut prendre un règlement concernant l'exercice de ses pouvoirs, la constitution d'un comité exécutif et les autres aspects de sa régie interne.

**14.** Un document n'engage la Société que s'il est signé par le président ou, dans les cas déterminés par règlement de régie interne de la Société, par un de ses employés.

**15.** Les procès-verbaux des séances du conseil d'administration approuvés par celui-ci et certifiés par le président du conseil ou par toute autre personne autorisée à le faire par règlement de régie interne de la Société sont authentiques. Il en est de même des documents ou des copies émanant de la Société ou faisant partie de ses archives lorsqu'ils sont ainsi certifiés.

## CHAPITRE II

## MISSION ET POUVOIRS

**16.** La Société a pour mission de promouvoir et de soutenir le développement de la main-d'oeuvre et de favoriser l'équilibre entre l'offre et la demande de main-d'oeuvre sur le marché du travail au Québec.

**17.** Pour réaliser sa mission, la Société élabore, met en oeuvre et gère des programmes dans le cadre des politiques établies en vertu de la Loi sur le ministère de la Main-d'oeuvre, de la Sécurité du revenu et de la Formation professionnelle (L.R.Q., chapitre M-19.1).

Elle intervient ainsi, en collaboration avec les organismes ou établissements concernés le cas échéant, notamment dans les domaines de la formation professionnelle, du recyclage, du reclassement et du placement de la main-d'oeuvre ainsi que de l'aide à l'emploi et à la gestion des ressources humaines.

**18.** La Société peut en outre, notamment:

1° définir les besoins de développement de la main-d'oeuvre en regard de la réalité du marché du travail au Québec;

2° favoriser la concertation entre les partenaires patronaux et syndicaux et la mise en place de comités d'adaptation de la main-d'oeuvre dans les entreprises, de comités sectoriels d'adaptation de la main-d'oeuvre ou d'autres comités auxquels participent ces partenaires;

3° favoriser la participation aux activités de développement de la main-d'oeuvre, des établissements publics d'enseignement, des établissements régis par la Loi sur l'enseignement privé (L.R.Q., chapitre E-9) et des établissements d'enseignement de niveau universitaire;

4° promouvoir le développement des initiatives privées dans le domaine de la main-d'oeuvre;

5° faire la promotion de ses programmes;

6° effectuer des recherches, études ou enquêtes;

7° conseiller le ministre de la Main-d'oeuvre, de la Sécurité du revenu et de la Formation professionnelle sur les politiques relatives à la main-d'oeuvre et lui proposer des moyens pour les mettre en oeuvre.



**19.** La Société favorise la prise en charge du développement de la main-d'oeuvre par les sociétés régionales visées à l'article 31.

**20.** Les programmes de la Société peuvent prévoir une aide financière ou une aide sous forme de services aux individus ou aux entreprises.

Ces programmes doivent déterminer dans quelle mesure ils sont mis en oeuvre et gérés par les sociétés régionales.

**21.** La Société doit, à la demande du ministre, élaborer un nouveau programme ou modifier un programme existant, selon ce qu'il lui indique.

**22.** La Société doit soumettre ses programmes à l'approbation du gouvernement et ne peut les modifier ou y mettre fin sans une telle approbation. Elle doit de plus mettre fin à un programme existant à la demande du gouvernement.

**23.** Le ministre peut, sur autorisation du gouvernement, conclure avec le gouvernement du Canada tout accord portant sur l'administration et l'application, en tout ou en partie, d'une loi du Parlement du Canada relative au domaine de la main-d'oeuvre, à celui du remplacement du revenu de travail ou à tout autre domaine connexe.

La Société exécute tout mandat que peut lui confier le gouvernement relativement à un accord conclu conformément au premier alinéa.

**24.** La Société gère également tout programme que le gouvernement lui demande d'administrer et exécute tout autre mandat que celui-ci lui confie dans le domaine de la main-d'oeuvre, dans celui du remplacement du revenu de travail ou dans tout autre domaine connexe.

**25.** La Société peut, par règlement approuvé par le gouvernement, déterminer les frais exigibles de toute personne pour l'utilisation des services qu'elle offre.

**26.** La Société peut conclure des ententes de services rémunérés, notamment avec un ministère ou un organisme public.

**27.** La Société ne peut, dans les cas déterminés par règlement du gouvernement, conclure un contrat sans l'autorisation du ministre ou du gouvernement selon ce que le règlement prévoit.

**28.** Un règlement ou un plan visés au premier alinéa de l'article 11 ainsi qu'un règlement de régie interne de la Société sont transmis au ministre dès leur adoption.

Le ministre peut désavouer, dans les 45 jours de leur transmission, un tel règlement ou plan ou une partie d'un tel règlement ou plan; il cesse alors d'avoir effet à compter de la date du désaveu. Le ministre en avise aussitôt la Société.

Le ministre peut, avant l'expiration du délai de 45 jours, informer la Société de son intention de ne pas exercer son pouvoir de désaveu.

**29.** Le ministre peut, 45 jours après avoir mis en demeure la Société d'adopter ou de modifier un règlement pris en vertu du premier alinéa de l'article 11 ou de l'article 25 ou un règlement de régie interne, exercer les pouvoirs réglementaires de la Société visés par cette mise en demeure.

Un tel règlement est réputé être un règlement de la Société.

**30.** Le ministre peut, dans le cadre des responsabilités et des pouvoirs qui lui sont confiés, émettre des directives portant sur les objectifs de la Société, ses orientations et l'exécution de ses fonctions.

Ces directives doivent être soumises au gouvernement pour approbation. Si elles sont ainsi approuvées, elles lient la Société qui est tenue de s'y conformer.

Toute directive doit être déposée devant l'Assemblée nationale dans les quinze jours de son approbation par le gouvernement si elle est en session ou, sinon, dans les quinze jours de la reprise de ses travaux.

## CHAPITRE III

### SOCIÉTÉS RÉGIONALES ET CONSEILS RÉGIONAUX

#### SECTION I

##### SOCIÉTÉS RÉGIONALES

**31.** La Société établit, à l'intérieur de sa structure, une entité pour chacune des régions que le gouvernement détermine.

Une telle entité est désignée sous le nom de « Société régionale de développement de la main-d'oeuvre » suivi du nom de la région ou par une autre appellation approuvée par le gouvernement.

**32.** Chaque société régionale :

1° administre et rend accessibles aux individus et aux entreprises les programmes dont la Société est responsable, dans la mesure que celle-ci détermine;

2° établit des bureaux où sont regroupés les services de main-d'oeuvre.

**33.** Le conseil régional établi en vertu de l'article 37 propose la nomination du directeur d'une société régionale.

La Société nomme la personne ainsi proposée ou, après consultation du conseil régional, toute autre personne.

À défaut par le conseil régional de présenter une proposition, la Société procède à la nomination du directeur.

**34.** Le directeur exerce ses fonctions à temps plein.

Le mandat du directeur d'une société régionale est d'au plus cinq ans.

À l'expiration de son mandat, le directeur demeure en fonction, jusqu'à ce qu'il soit remplacé ou nommé de nouveau.

**35.** Sous l'autorité de la Société, le directeur est responsable de l'administration et de la direction de la société régionale.

**36.** Une société régionale est liée par les résolutions du conseil régional et voit à leur exécution.

## SECTION II

## CONSEILS RÉGIONAUX

**37.** Un conseil régional est établi pour chaque société régionale. Il est composé de treize membres dont douze sont nommés par le gouvernement comme suit :

1° quatre membres sont choisis après consultation des associations de salariés les plus représentatives de la région;

2° quatre membres sont choisis après consultation des associations d'employeurs et des organismes du milieu coopératif les plus représentatifs de la région;

3° quatre autres membres sont choisis parmi les personnes qui oeuvrent de façon active dans la région dont un provient du milieu des commissions scolaires et un autre du milieu des collèges d'enseignement général et professionnel; ces deux derniers membres sont choisis après consultation des milieux concernés.

Le directeur d'une société régionale est d'office membre du conseil régional.

**38.** Le mandat des membres d'un conseil régional, autre que le directeur, est d'au plus trois ans.

À l'expiration de leur mandat, les membres d'un conseil régional demeurent en fonction, jusqu'à ce qu'ils soient remplacés ou nommés de nouveau.

**39.** Les membres d'un conseil régional élisent parmi eux un président; le directeur n'est pas éligible.

Le président préside les réunions du conseil, voit à son bon fonctionnement et assume toutes les autres fonctions qui lui sont assignées par le conseil.

**40.** Les membres d'un conseil régional, autres que le directeur, ne sont pas rémunérés sauf dans les cas, aux conditions et dans la mesure que peut déterminer le gouvernement. Ils ont cependant droit au remboursement des dépenses faites dans l'exercice de leurs fonctions, aux conditions et dans la mesure que détermine le gouvernement.

**41.** Un membre d'un conseil régional, autre que le directeur, qui a un intérêt direct ou indirect dans une entreprise qui met en conflit son intérêt personnel et celui de la Société doit, sous peine de déchéance de sa charge, le révéler par écrit au président de la Société et s'abstenir de participer à toute délibération ou à toute décision portant sur l'entreprise dans laquelle il a un intérêt.

**42.** Un conseil régional établit des règles pour son fonctionnement.

**43.** Un conseil régional détermine les orientations et les priorités de la société régionale, relativement à la gestion des programmes et de ses ressources, dans le cadre des politiques et des règlements de la Société.

**44.** Un conseil régional a notamment pour fonctions:

1° de définir la problématique du marché du travail et de l'emploi dans sa région;

2° d'adapter les programmes aux réalités de la région, dans la mesure où les conditions de leur mise en oeuvre le permettent;

3° d'élaborer des initiatives régionales dans le cadre des politiques de la Société;

4° de recommander à la Société l'établissement ou la modification de programmes;

5° de favoriser la concertation entre partenaires sociaux, entre autres par la création de comités consultatifs;

6° de favoriser la mise en oeuvre de programmes d'aide à l'emploi ou de développement local.

**45.** Un conseil régional exerce également les pouvoirs qui lui sont délégués par règlement de régie interne de la Société et toutes autres fonctions qui lui sont confiées par le conseil d'administration de la Société.

**46.** Le président de la Société peut soumettre au conseil d'administration de la Société une résolution prise par un conseil régional qui n'est pas compatible avec les politiques et les règlements de la Société. La décision du conseil d'administration de la Société lie alors la société régionale.

**47.** Une société régionale met à la disposition du conseil régional les ressources requises pour son fonctionnement conformément aux politiques de la Société.

## CHAPITRE IV

### DISPOSITIONS FINANCIÈRES

**48.** L'exercice financier de la Société se termine le 31 mars de chaque année.

**49.** La Société soumet au gouvernement à chaque année, pour approbation, son budget pour l'exercice financier suivant et ses règles budgétaires, à l'époque et selon la forme et la teneur que le gouvernement détermine.

Les règles budgétaires doivent déterminer dans quelle mesure les ressources financières sont gérées par les sociétés régionales.

**50.** La Société ne peut effectuer des paiements ou assumer des obligations dont le coût dépasse, dans une même année financière, les sommes dont elle dispose pour l'année au cours de laquelle ces paiements sont effectués ou ces obligations assumées.

Le présent article n'a pas pour effet d'empêcher la Société de s'engager pour plus d'une année financière.

**51.** La Société doit, au plus tard le 30 septembre de chaque année, produire au ministre ses états financiers ainsi qu'un rapport de ses activités pour l'exercice financier précédent.

Les états financiers et le rapport d'activités doivent contenir tous les renseignements exigés par le ministre.

**52.** Le ministre dépose le rapport d'activités et les états financiers de la Société devant l'Assemblée nationale, dans les 15 jours de leur réception si elle est en session ou, sinon, dans les 15 jours de la reprise de ses travaux.

**53.** Les livres et comptes de la Société sont vérifiés chaque année et chaque fois que le décrète le gouvernement, par le vérificateur général ou, avec l'approbation du gouvernement, par un vérificateur désigné par la Société. Le rapport du vérificateur doit accompagner le rapport d'activités et les états financiers de la Société.

**54.** La Société doit transmettre au ministre, à sa demande, les données statistiques, rapports ou autres renseignements sur ses activités, dans le délai et suivant la forme qu'il détermine.

[[**55.** Les sommes requises par la Société pour la réalisation de sa mission sont, en sus des montants visés aux articles 25 ou 26, prises sur les crédits accordés annuellement à cette fin par le Parlement.]]

## CHAPITRE V

### DISPOSITIONS MODIFICATIVES

**56.** L'article 1 de la Loi sur la formation et la qualification professionnelles de la main-d'oeuvre (L.R.Q., chapitre F-5) est modifié :

1° par la suppression des paragraphes *d*, *g*, *h* et *i* ;

2° par le remplacement du paragraphe *r* par le suivant :

«r) «région»: le territoire desservi par une société régionale de développement de la main-d'oeuvre établie en vertu de la Loi sur la Société québécoise de développement de la main-d'oeuvre (1992, chapitre (*indiquer ici le numéro de chapitre du projet de loi 408 de 1991*)); ».

**57.** Le chapitre II de cette loi est abrogé.

**58.** L'article 30 de cette loi est modifié par la suppression des paragraphes *e*, *i*, *j* et *k*.

**59.** L'intitulé du chapitre IV de cette loi est modifié par la suppression des mots «COMITÉS CONSULTATIFS, ».

**60.** Les articles 33 à 40 de cette loi sont abrogés.

**61.** L'article 41 de cette loi est modifié par la suppression du paragraphe *a*.

**62.** L'article 45 de cette loi est modifié:

1° par l'addition, à la fin du paragraphe *a*, de l'alinéa suivant:

«Le ministre transmet aussitôt à la Société québécoise de développement de la main-d'oeuvre une copie de l'avis qu'il reçoit.»;

2° par le remplacement, dans les première et deuxième lignes du paragraphe *b*, des mots «du ministre et en consultation avec lui» par les mots «de la Société et en consultation avec elle»;

3° par le remplacement, dans les deuxième et troisième lignes du paragraphe *c*, des mots «du ministre et aux conditions qu'il» par les mots «de la Société et aux conditions qu'elle».

**63.** L'article 47 de cette loi, modifié par l'article 439 du chapitre 4 des lois de 1990, est de nouveau modifié:

1° par la suppression des paragraphes *a* et *d*;

2° par la suppression, dans la dernière ligne du deuxième alinéa, des lettres «*a*» et «*d*».

**64.** Les articles 48 et 49 de cette loi, respectivement modifiés par les articles 440 et 441 du chapitre 4 des lois de 1990, sont abrogés.

**65.** L'article 1029.8.22 de la Loi sur les impôts (L.R.Q., chapitre I-3), édicté par l'article 82 du chapitre 8 des lois de 1991, est modifié:

1° par le remplacement, dans les septième et huitième lignes de la définition d'«activité de formation admissible», des mots «d'une commission de formation professionnelle» par les mots «de la Société québécoise de développement»;

2° par la suppression de la définition de «commission de formation professionnelle de la main-d'oeuvre»;

3° par le remplacement, dans les deuxième et troisième lignes de la définition de «plan de développement des ressources humaines», des mots «d'une commission de formation professionnelle» par les mots «de la Société québécoise de développement» et par le remplacement, dans la septième ligne de cette définition, des mots «une commission de formation professionnelle» par les mots «la Société québécoise de développement»;

4° par le remplacement, dans les troisième et quatrième lignes de la définition de «société privée de formation enregistrée», des mots «d'une commission de formation professionnelle» par les mots «de la Société québécoise de développement»;

5° par l'addition, à la fin, de ce qui suit:

« «Société québécoise de développement de la main-d'oeuvre» désigne la société instituée en vertu de l'article 1 de la Loi sur la Société québécoise de développement de la main-d'oeuvre (1992, chapitre *(indiquer ici le numéro de chapitre du projet de loi 408 de 1991)*) ».

**66.** L'article 1029.8.23 de cette loi, édicté par l'article 82 du chapitre 8 des lois de 1991, est modifié par le remplacement, dans la dernière ligne du paragraphe *d* du premier alinéa, des mots «d'une commission de formation professionnelle» par les mots «de la Société québécoise de développement».

**67.** Le titre de la Loi sur le ministère de la Main-d'oeuvre et de la Sécurité du revenu (L.R.Q., chapitre M-19.1) est remplacé par le suivant:

«Loi sur le ministère de la Main-d'oeuvre, de la Sécurité du revenu et de la Formation professionnelle».

**68.** L'article 1 de cette loi est modifié par le remplacement du premier alinéa par le suivant:

«**1.** Le ministre de la Main-d'oeuvre, de la Sécurité du revenu et de la Formation professionnelle est chargé de la direction et de



l'administration du ministère de la Main-d'oeuvre, de la Sécurité du revenu et de la Formation professionnelle. ».

**69.** L'article 6 de cette loi est modifié par le remplacement, dans les deuxième et troisième lignes, des mots «et de la Sécurité du revenu» par les mots «, de la Sécurité du revenu et de la Formation professionnelle».

**70.** L'annexe C de la Loi sur le régime de négociation des conventions collectives dans les secteurs public et parapublic (L.R.Q., chapitre R-8.2), modifiée par l'article 47 du chapitre 46 des lois de 1990, est de nouveau modifiée:

1° par la suppression des mots «Les commissions de formation professionnelle de la main-d'oeuvre»;

2° par l'insertion, selon l'ordre alphabétique, des mots «La Société québécoise de développement de la main-d'oeuvre».

**71.** L'annexe I de la Loi sur le régime de retraite des employés du gouvernement et des organismes publics (L.R.Q., chapitre R-10), modifiée par les décrets 1643-90 du 28 novembre 1990, 353-91 du 20 mars 1991 et 1353-91 du 9 octobre 1991 ainsi que par les articles 56 du chapitre 42 des lois de 1990, 48 du chapitre 46 des lois de 1990, 77 du chapitre 87 des lois de 1990 et 30 du chapitre 14 des lois de 1991, est de nouveau modifiée:

1° par la suppression, dans le paragraphe 1, des mots «l'Association provinciale des commissions de formation professionnelle (A.P.C.F.P.)»;

2° par l'insertion, dans le paragraphe 1 et selon l'ordre alphabétique, des mots «la Société québécoise de développement de la main-d'oeuvre».

**72.** L'annexe II de cette loi est modifiée par la suppression, dans le paragraphe 1, des mots «des Commissions de formation professionnelle de la main-d'oeuvre instituées en vertu de la Loi sur la formation et la qualification professionnelles de la main-d'oeuvre (chapitre F-5)».

**73.** L'annexe III de cette loi, modifiée par le décret 353-91 du 20 mars 1991, par les articles 57 du chapitre 42 des lois de 1990, 48 du chapitre 46 des lois de 1990, 78 du chapitre 87 des lois de 1990 et 31 du chapitre 14 des lois de 1991, est de nouveau modifiée:

1° par la suppression, dans le paragraphe 1, des mots « l'Association provinciale des commissions de formation professionnelle (A.P.C.F.P.) »;

2° par l'insertion, dans le paragraphe 1 et selon l'ordre alphabétique, des mots « la Société québécoise de développement de la main-d'oeuvre ».

**74.** L'annexe IV de la Loi sur le régime de retraite des fonctionnaires (L.R.Q., chapitre R-12), modifiée par l'article 61 du chapitre 42 des lois de 1990 et par l'article 49 du chapitre 46 des lois de 1990, est de nouveau modifiée par l'insertion, en suivant l'ordre alphabétique, de ce qui suit : « Société québécoise de développement de la main d'oeuvre ».

## CHAPITRE VI

### DISPOSITIONS TRANSITOIRES ET FINALES

**75.** La Société acquiert les droits et assume les obligations des commissions de formation professionnelle de la main-d'oeuvre constituées en vertu de la Loi sur la formation et la qualification professionnelles de la main-d'oeuvre.

**76.** La Loi autorisant les municipalités à percevoir un droit sur les mutations immobilières (L.R.Q., chapitre M-39) ne s'applique pas aux transferts découlant de l'application de l'article 75.

**77.** Sont gérés par la Société, les programmes de développement de la main-d'oeuvre administrés par les commissions de formation professionnelle de la main-d'oeuvre ou par le ministère de la Main-d'oeuvre, de la Sécurité du revenu et de la Formation professionnelle le (*indiquer ici la date précédant celle de l'entrée en vigueur du présent article*) et identifiés par le gouvernement.

**78.** Les ressources matérielles, dossiers et autres documents des unités administratives visées aux premier et deuxième alinéas de l'article 84 deviennent ceux de la Société, dans la mesure déterminée par le gouvernement.

La Société devient partie à toute instance à laquelle une commission de formation professionnelle de la main-d'oeuvre était partie le (*indiquer ici la date précédant celle de l'entrée en vigueur du présent article*), sans reprise d'instance.

**79.** Dans une loi, un règlement, une ordonnance, une proclamation, un arrêté, un décret, un contrat, une entente ou un

autre document, tout renvoi à une disposition de la Loi sur la formation et la qualification professionnelles de la main-d'oeuvre abrogée par la présente loi, est réputé être un renvoi à la disposition équivalente de la présente loi.

**30.** Dans une loi, un règlement, une ordonnance, une proclamation, un arrêté, un décret, un contrat, une entente ou un autre document, tout renvoi à une commission de formation professionnelle de la main-d'oeuvre est un renvoi à la Société québécoise de développement de la main-d'oeuvre, à moins que le contexte ne s'y oppose.

**31.** Dans une loi, un règlement, une ordonnance, une proclamation, un arrêté, un décret, un contrat, une entente ou un autre document, toute référence au ministre, au sous-ministre ou au ministère de la Main-d'oeuvre et de la Sécurité du revenu devient une référence au ministre, au sous-ministre ou au ministère de la Main-d'oeuvre, de la Sécurité du revenu et de la Formation professionnelle.

**32.** Les employés d'une commission de formation professionnelle de la main-d'oeuvre, y compris les cadres au sens du Règlement sur les conditions de travail des cadres des commissions de formation professionnelle de la main-d'oeuvre (décret 1300-89 du 9 août 1989), en fonction le (*indiquer ici la date précédant celle de l'entrée en vigueur du présent article*) et les employés de l'« Association provinciale des commissions de formation professionnelle (A.P.C.F.P.) », en fonction le (*indiquer ici la date de la présentation du présent projet de loi*), deviennent les employés de la Société, sans autre formalité. Ils occupent le poste et ils exercent les fonctions qui leur sont assignés par la Société, sous réserve des dispositions d'une convention collective qui leur sont applicables.

Les employés non visés par une convention collective conservent le traitement régulier auquel ils avaient droit lors de leur transfert à la Société.

**33.** Une association de salariés qui représente un groupe d'employés d'une commission de formation professionnelle de la main-d'oeuvre le (*indiquer ici la date de l'entrée en vigueur de l'article 82*) continue de représenter ces employés à la Société.

Une telle association de salariés représente également, selon le groupe visé par l'accréditation, les futurs employés de la Société qui seront affectés à une société régionale.

Les dispositions d'une convention collective en vigueur le (*indiquer ici la date de l'entrée en vigueur de l'article 82*) continuent de s'appliquer aux employés de la Société ainsi visés, dans la mesure où elles leur sont applicables.

**84.** Les employés de la Direction générale de la main-d'oeuvre et de la formation professionnelle du ministère de la Main-d'oeuvre, de la Sécurité du revenu et de la Formation professionnelle deviennent, sous réserve des dispositions d'une convention collective qui leur sont applicables, les employés de la Société dans la mesure où un décret prévoyant leur transfert est pris avant le (*indiquer ici la date suivant de 6 mois celle de l'entrée en vigueur du présent article*).

Des employés d'autres unités administratives du ministère peuvent également, sous réserve des dispositions d'une convention collective qui leur sont applicables, devenir des employés de la Société dans la mesure où un décret prévoyant leur transfert est pris avant le (*indiquer ici la date suivant de 6 mois celle de l'entrée en vigueur du présent article*).

Ces employés occupent le poste et exercent les fonctions qui leur sont assignés par la Société, sous réserve des dispositions d'une convention collective qui leur sont applicables.

**85.** Tout employé transféré à la Société en vertu de l'article 84 peut demander sa mutation dans un emploi dans la fonction publique ou participer à un concours de promotion conformément à la Loi sur la fonction publique (L.R.Q., chapitre F-3.1.1) si, à la date de son transfert à la Société, il était fonctionnaire permanent au sein du ministère.

**86.** L'article 35 de la Loi sur la fonction publique s'applique à un employé visé à l'article 85 qui participe à un concours de promotion pour un emploi dans la fonction publique.

**87.** Lorsqu'un employé visé à l'article 85 pose sa candidature à la mutation ou à un concours de promotion, il peut requérir de l'Office des ressources humaines qu'il lui donne un avis sur le classement qu'il aurait dans la fonction publique. Cet avis doit tenir compte du classement que cet employé avait dans la fonction publique à la date de son transfert, ainsi que de l'expérience et de la scolarité acquises depuis qu'il est à l'emploi de la Société.

Dans le cas où un employé est muté en application de l'article 85, le sous-ministre ou le dirigeant d'organisme lui établit un classement conforme à l'avis prévu au premier alinéa.

Dans le cas où un employé est promu en application de l'article 85, son classement doit tenir compte des critères prévus au premier alinéa.

**88.** En cas de cessation partielle ou complète des activités de la Société ou s'il y a manque de travail, l'employé visé à l'article 85 a le droit d'être mis en disponibilité dans la fonction publique au classement qu'il avait avant la date de son transfert à la Société.

Dans ce cas, l'Office des ressources humaines lui établit, le cas échéant, un classement en tenant compte des critères prévus au premier alinéa de l'article 87.

**89.** Un employé mis en disponibilité suivant l'article 88 demeure à la Société jusqu'à ce que l'Office des ressources humaines puisse le placer.

**90.** Sous réserve des recours qui peuvent exister en vertu d'une convention collective, un employé visé à l'article 85, qui est congédié, peut en appeler conformément à l'article 33 de la Loi sur la fonction publique.

**91.** Les associations de salariés accréditées conformément aux dispositions du chapitre IV de la Loi sur la fonction publique, qui représentent des groupes d'employés du ministère de la Main-d'oeuvre, de la Sécurité du revenu et de la Formation professionnelle à la date du transfert des employés conformément à l'article 84, continuent de représenter ces employés à la Société.

Ces associations de salariés représentent également, selon les groupes visés, les futurs employés de la Société qui ne seront pas affectés à une société régionale.

Les dispositions d'une convention collective en vigueur à la date du transfert des employés conformément à l'article 84 continuent de s'appliquer aux employés de la Société ainsi visés, dans la mesure où elles leur sont applicables. Toutefois, les dispositions d'une convention collective concernant la sécurité d'emploi ne s'appliquent pas aux employés visés au deuxième alinéa.

**92.** Malgré le paragraphe *d* de l'article 22 et l'article 111.3 du Code du travail (L.R.Q., chapitre C-27), une accréditation, une révision d'accréditation ou une révocation d'accréditation peut être demandée entre le (*indiquer ici la date qui suit de 90 jours la date d'entrée en vigueur du présent article*) et le (*indiquer ici la date qui suit de 120 jours la date d'entrée en vigueur du présent article*) à l'égard des employés de la Société.

Les articles 73 et 111.4 du Code du travail ne s'appliquent pas au cours de la période visée au premier alinéa.

**93.** Un accord visé à l'article 23 peut prévoir la cession d'une partie d'unités ou de services administratifs d'un ministère ou d'un organisme public fédéral ainsi que les modalités du transfert de certains employés du gouvernement du Canada affectés à ces services ou unités au ministère de la Main-d'oeuvre, de la Sécurité du revenu et de la Formation professionnelle ou à la Société. Ces modalités peuvent déroger à la Loi sur la fonction publique, le cas échéant.

Le Conseil du trésor peut déterminer toute règle, norme et politique relative au classement, à la détermination du taux de traitement, à la permanence ou à toute autre condition de travail applicable aux employés visés au premier alinéa.

Le gouvernement peut, lors de l'intégration dans le ministère ou la Société des employés visés au premier alinéa, conclure avec le gouvernement du Canada tout accord relatif aux régimes de retraite.

**94.** Malgré l'article 33, la nomination du premier directeur d'une société régionale se fait après consultation des associations de salariés, des associations d'employeurs et des organismes du milieu coopératif les plus représentatifs de la région.

**[[95.** Les crédits accordés pour l'exercice financier (*indiquer ici l'exercice financier au cours duquel le présent article entre en vigueur*) au ministère de la Main-d'oeuvre, de la Sécurité du revenu et de la Formation professionnelle sont, dans la mesure et selon les modalités que détermine le gouvernement, transférés à la Société.

Les autres sommes requises pour l'application de la présente loi sont prises, pour le même exercice financier, sur le fonds consolidé du revenu, dans la mesure que détermine le gouvernement.]]

**96.** Le ministre de la Main-d'oeuvre, de la Sécurité du revenu et de la Formation professionnelle est responsable de l'application de la présente loi.

**97.** Les dispositions de la présente loi entreront en vigueur à la date ou aux dates fixées par le gouvernement.